Lire et faire circuler

« Bibliothèque Documentaire » IV

GEORGES DUMOULIN

Les Syndicalistes Français et la Guerre

Prix : 0.30

1921

ÉDITION DU COMITÉ CENTRAL DES C. S. R.

96, QUAI JEMMAPES, 96

PARIS (Xe)

Cette étude, publiée en 1918, dans l'*Avenir International* alors que sévissait la censure qui y fit ses ravages, fut rééditée en brochure, peu après, augmentée de la préface d'André Girard.

Nous redonnons telles quelles, aujourd'hui, ces pages, jugeant inutile tout commentaire.

PREFACE

Mon ami Dumoulin me demande de présenter sa brochure aux lecteurs par une préface.

Pourquoi? Que pourrais-je ajouter au mérite de cette étude qui se recommande grandement d'elle-même par l'élévation de la pensée et la noblesse des sentiments qui y sont exprimés?

Dumoulin est un de ces rares hommes qui, après avoir acquis par leurs propres forces et grâce à une volonté persévérante, une excellente culture, conservent cette simplicité d'allure, cette modestie affable, jointes à un courage calme et sans apparat qui sont le propre des âmes d'élite.

Les tragiques événements de ces dernières années l'ont prouvé. Incapable d'une compromission, il n'a point cherché, et n'eût point accepté si on la lui eût offerte, une de ces faveurs qui, en le mettant à l'abri du danger, l'aurait enchaîné, comme tant d'autres, à une attitude qui eût été le reniement de ses convictions.

Secrétaire-adjoint de la C. G. T. au moment de la guerre, il n'a sollicité ni a été sollicité de demeurer à l'arrière pour veiller sur le moral de la classe ouvrière. Il a fait ce que j'appellerai son « devoir », c'est-à-dire qu'il s'est refusé à acquérir la sécurité en composant avec sa conscience.

Dumoulin n'est pas de ceux qui se vendent.

Aussi a-t-il le droit de parler comme il l'a fait dans sa brochure et de porter les jugements qu'il y a portés sur les « chefs » syndicalistes et sur la masse de leurs « troupes ».

Des premiers, il n'y a plus rien à dire. Leur attitude domestiquée depuis la guerre a suffi à les faire juger. Ils ne relèvent plus que du mépris.

Quant aux autres, ceux que Dumoulin appelle les « cotisants », parce que pour beaucoup d'entre eux toute l'action syndicale se borne à verser plus ou moins ponctuellement leurs cotisations, c'est avec amertume qu'il déplore la veulerie d' « un prolétariat pourri de convoitises qui conserve encore l'instinct de sa classe, mais qui en perd de plus en plus l'esprit ».

Et il se demande si, comme certains l'affirment, cet esprit de classe se réveillera sur les montagnes de ruines accumulées par la guerre. Il le croit et l'espère.

Espérons-le aussi. D'ailleurs la dure cruauté des réalités a incité nombre d'esprits à rechercher les causes des maux qui les frappaient si durement, et beaucoup sinon ont compris, du moins ont été aiguillés sur la voie de la vérité.

Combien en connaissons-nous qui, partis indifférents ou même hostiles à nos idées, sont revenus les yeux dessillés et pleins d'ardeur pour s'en faire les propagateurs les plus zélés.

Le grand et tragique enseignement de la guerre aura du moins profité à nombre d'esprits qui ont pu constater vers quel abîme nous entraîne le régime capitaliste avec son principe essentiellement antisocial de concurrence et d'antagonisme d'intérêts.

L'immensité du désastre apparaîtra avec plus de clarté encore quand sera passée la période de folie belliqueuse et que devront tomber les voiles dont les gouvernements ont jusqu'ici réussi à la dissimuler en partie.

Quand sera terminée cette horrible boucherie, quand seront revenus parmi nous les malheureux qui pendant quatre ans et plus auront enduré des souffrances inimaginables et que, écrasés d'impôts, aux prises avec un formidable accroissement du coût de la vie, il leur faudra mener une existence plus ardue, plus pénible encore qu'auparavant, quand ils devront constater que les douloureux sacrifices auxquels ils auront consenti pendant si longtemps n'auront servi qu'à empirer leur situation antérieure, quel jour éclatant

ne se projettera-t-il pas sur l'impuissance où est, avec ses moyens, la société capitaliste de remédier aux maux qu'elle aura causés.

Impuissante de par son principe même, principe d'individualisme et d'antagonisme, en vertu duquel la contrariété réciproque et continue des efforts humains ne peut qu'en amoindrir, souvent en annihiler le rendement et déterminer au total un déficit social.

Au lendemain de la guerre, des problèmes de la plus urgente gravité se poseront, au premier rang desquels figurera celui d'une intense production, industrielle et agricole, en vue de réparer au plus tôt les ruines causées par la guerre.

Si l'on veut alors écarter du genre humain la misère et la famine, aucun gaspillage des forces sociales ne pourra être permis. Au contraire, toutes les forces devront — au lieu de se combattre et de viser à se dominer l'une l'autre selon la méthode capitaliste — concourir en s'associant, en s'entr'aidant pour se multiplier, à sauver l'humanité de l'universelle pénurie.

Sans doute, les maîtres de ce jour pensent-ils résoudre nombre de problèmes par des impôts, des expédients financiers.

Mais la finance, le capital usent et consomment sans rien créer. Toute force créatrice est dévolue au Travail. De lui, et de lui seul, dépendra la solution des problèmes de demain.

Le sort du monde sera alors entre les mains des travailleurs. A eux appartiendra de fonder l'ordre nouveau basé sur la coordination, la collaboration et l'entente des forces productrices.

Œuvre gigantesque et magnifique, à la hauteur de laquelle il leur faudra s'élever s'ils veulent réussir. Mais, pour cela, comme le conseille Dumoulin, travaillons, étudions, pensons, élevons-nous.

La beauté de l'avenir dépend de nous ; mais elle est à ce prix.

André GIRARD.

LES
SYNDICALISTES FRANÇAIS ET LA GUERRE

Il y aura à écrire sur ce sujet tout un livre d'histoire appuyé sur des faits et fortifié par des documents. C'est un travail d'après-guerre que nous servirons aux militants de l'Internationale et à la classe ouvrière de ce pays.

Ici il s'agit d'une brochure, d'un coup d'œil rétrospectif et d'ensemble ; d'un regard douloureux jeté sur le passé. C'est pour nous l'occasion d'indiquer en quelques lignes générales les raisons qui nous ont placés du côté de la minorité confédérale, en plein accord avec ceux qui sont allés à Zimmerwald.

Depuis trois ans nos adversaires peuvent parler et écrire librement sans craindre les foudres de la censure et les rigueurs de l'état de siège, tandis que nous restons muets, parce que nous nous arrêtons aux endroits où l'autorité ligote notre pensée. Ce fut une faute de notre part de ne vouloir rien dire, parce que l'on ne pouvait pas tout dire. Nos adversaires en ont largement abusé.

Si nous avions dressé notre organe minoritaire devant les majoritaires français, nous aurions empêché bien des découragements et réveillé des espérances. Nos pages censurées, gardées précieusement, n'auraient eu qu'à revoir l'imprimerie pour se brocher sur notre livre et devenir un éloquent réquisitoire contre les farceurs qui s'amusent de leur abdication, parce qu'elle se mesure à nos souffrances.

Plus tard nous saurons à quels moyens malpropres ont eu recours les gens de *La Bataille*, pour faire d'un journal ouvrier, créé avec l'argent des syndiqués révolutionnaires, un organe guerrier, hospitalisant la prose de tous les Don Quichotte en pantoufles et sans fusil.

Prenons donc la parole. Et au lieu de nous vanter d'avoir tout fait pour empêcher la guerre, allons-y !... Non pas d'une série de reniements, mais d'un examen sincère et simple des causes qui ont déterminé l'impuissance du Syndicalisme français devant la guerre.

L'ASPECT DU SYNDICALISME EN FRANCE AVANT LA GUERRE

L'influence hervéiste avait cessé. Cet espèce de souffle insurrectionnel, antimilitariste, antiguerrier, antipatriote n'avait été qu'un souffle. Le Congrès d'Amiens dans sa formule antimilitariste était laissé pour compte à Yvetot, comme celui de Marseille était rejeté sur le dos de Janvion et de ses amis. Le temps de l'A. I. A., des affiches rouges, rédigées par nos « vieille Alsace » d'aujourd'hui, et des procès retentissants était passé. Un vent de revisionnisme soufflait sur tout cela. Au centre de la C. G. T., on parlait beaucoup d'une action plus positive.

A mesure que les dangers de guerre grandissaient, l'opportunisme pénétrait les rouages confédéraux. Nos majoritaires d'aujourd'hui, quoiqu'ils affectent d'avoir fait des découvertes dans la guerre, savaient bien que la guerre venait et d'où elle venait. Ils l'ont vu venir en 1911, lors de l'affaire d'Agadir ; ils l'ont vue s'étendre, lors des deux guerres balkaniques, dans le ténébreux travail diplomatique de Londres et de Bucarest.

On en était donc à l'opportunisme antiguerrier qui devait trouver de larges échos sur les champs protestataires du Pré-Saint-Gervais.

Mais il n'y avait plus chez les militants, chez les chefs cette flamme d'action, cet esprit de sacrifice de l'époque passée. Du reste, placés devant le même problème, en présence des mêmes faits, en regard des enseignements tirés des mêmes phénomènes sociaux, les chefs n'étaient pas d'accord. Il y avait l'école Merrheim, exerçant sa surveillance sur l'activité éco-

nomique et financière des grandes puissances ; suivant pas à pas les chercheurs de débouchés, les constructeurs de chemins de fer ; veillant sur les convoitises et les besoins nouveaux des grands pays et indiquant au fur et à mesure les matériaux qui s'ajoutaient tous les jours à l'édifice de guerre. Des études publiées dans *La Vie Ouvrière* fouillèrent les Balkans et suivirent jusqu'à Bagdad ce fameux chemin de fer qui traverse le riche pays de Mésopotamie. C'est ici que l'on connut l'importance du Bosphore pour la Russie nouvelle installée sur les rivages de la mer Noire. C'est ici que l'on put suivre la destination des emprunts étrangers et des formidables budgets de guerre.

L'autre école, l'école Griffluelhes avec Jouhaux comme phonographe critiquait la première. Cette science, ce savoir lui déplaisait. Suivant la théorie du moindre effort, ceux qui étudient sont traités de petits bourgeois, de secs doctrinaires, d'irréalistes. Dans le cénacle de l'ancien secrétaire confédéral, on préfère vivre une politique de couloirs et donner à la C. G. T. les allures d'un petit gouvernement.

Toute l'action confédérale contre les trois ans se ressentira de cette politique, dont l'unique ressource était d'impressionner « l'opinion publique » à coups de meetings disposés en séries régionales. Le gouvernement confédéral espérait ainsi contraindre le gouvernement bourgeois à remiser ses mauvais desseins. La « masse ouvrière » devait être impressionnée par l'apparence d'une force, quitte à ne jamais montrer sa faiblesse pour le cas où il aurait fallu agir. Les orateurs de meetings abritaient leur ignorance derrière le succès factice des discours creux et ronflants. Tandis que les syndiqués s'amusaient de ne rien comprendre à la guerre qui venait. Evidemment, c'est cette politique qui dominait à la C. G. T.

Politique aussi néfaste que le parlementarisme, parce qu'elle s'aggrave des jalousies internationales. Les chefs de la C. G. T. sont orgueilleux ; ils n'aiment pas les « boches » à cause de leur industrie, de leur commerce, de leur puissance. Le verrier Delzand,

le bijoutier Lefebvre, le Cuirs et peaux Griffuelhes ne cachent pas leur haine des Allemands.

Comme la bourgeoisie française, la politique confédérale mène à l'Entente cordiale, à la quadruple entente avec le désir de détrôner Legien du Secrétariat international syndical. Les renseignements sur la vie syndicale allemande sont fournis par Cornelissen, ennemi juré de tout ce qui est allemand.

Et voici la crise. Comme conséquences de la chute de l'hervéisme et de la politique confédérale, les éléments nourris d'insurrectionnalisme s'étaient rabattus sur les chefs de la C. G. T. pour démolir le fonctionnarisme.

On peut dire que les chefs majoritaires méritaient largement les critiques des antifonctionnaires. Mais ce qui est étrange, et c'est précisément ce qui ne me réconcilie pas avec les critiqueurs, c'est Merrheim qui dut subir les plus durs assauts des antifonctionnaires. Justement, parce qu'il appelait au travail, parce qu'il voulait que l'on sache, il recevait tous les coups. On pardonnait aux autres, parce que leur politique conservait l'apparence de l'action et l'illusion révolutionnaire.

En résumé, crise d'idées et crise d'action au cœur même de l'organisme confédéral. Crise du fonctionnarisme. Puis enfin, crise des effectifs. Une organisation stagnante dont l'influence était limitée.

LES SYNDIQUES

Nous venons de voir le sommet de la machine confédérale ; descendons immédiatement chez les cotisants. Ils sont trois cent mille groupés dans la C. G. T. Distinguons-les, situons-les en trois faisceaux distincts : 1° Ceux qui ont pour unique patron l'Etat ; 2° Ceux qui travaillent pour l'industrie privée et qui dépendent législativement de l'Etat ; 3° Ceux qui travaillent pour des patrons sans le secours des lois sociales, ou plus exactement, pour lesquels l'on a très peu légiféré.

Premier faisceau : Allumettiers, tabacs, monnaies et médailles. Arsenaux, Ouvriers de la guerre. P. T. T., Instituteurs, etc.

Deuxième faisceau : Mineurs, Cheminots, Inscrits maritimes.

Troisième faisceau : Métallurgie, Bâtiment, Ports et Docks, Travailleurs agricoles, Verriers, Bûcherons, Textile, Céramique, le Livre, les Employés, etc.

N'oublions pas que nous sommes en présence de groupements d'intérêts. Chaque faisceau est également influencé par le revisionnisme. Chacun s'oriente vers des réalisations immédiates, chacun de son côté, naturellement. L'action se détermine suivant que l'on a l'Etat pour patron, ou que l'on vit de ses lois, ou bien que l'on compte uniquement sur la force du groupement. Dans tout ceci, le rôle coordinateur que s'adjuge la C. G. T. apparaît bien faiblement et se traduit souvent par de l'impuissance. Quand il s'agira de produire un effort d'ensemble pour l'obtention de la Semaine anglaise, on se heurtera à des convoitises particulières. Aux uns, il faut des pensions, beaucoup de pensions et des traitements plus élevés. Aux autres, il faut des lois, beaucoup de lois. Pour tous, c'est la course aux avantages par des chemins tortueux et parlementaires. L'esprit de classe se définit mal et s'exprime encore plus mal. Ce n'est plus l'action directe coordonnée, c'est l'action particulariste éparpillée, c'est ce qui amènera l'une après l'autre la grève des cheminots, celle des inscrits maritimes, puis celle des mineurs, toutes trois influencées par des politiciens.

Je passe rapidement sur cette situation d'avant-guerre, mais le mal a des racines plus profondes. La masse des syndiqués est atteinte du même malaise que les chefs. On va plus loin. Jouhaux dresse un rapport, dans lequel il est fait état de « l'immoralité de la classe ouvrière ». L'alcoolisme sévit plus que jamais dans les ports et des méthodes démoralisantes de travail restent en honneur chez les syndiqués. Dans le bâtiment, on va de préférence au gros salaire. Mieux vivre, sans élévation de l'esprit de classe.

Mieux vivre, sans amélioration de la conscience individuelle. Merrheim et Lenoir signalent les mêmes maux dans la métallurgie. Dans la bijouterie, chez les coiffeurs et garçons de café, on va aux courses de chevaux. Un prolétariat pourri de convoitises qui conserve encore l'instinct de sa classe, mais qui en perd de plus en plus l'esprit.

Un prolétariat ignorant qui ne sait pas lire, qui ne veut pas lire ou qui lit des saletés. Des militants qui jouent d'interminables manilles chez des camarades bistrots. A Paris, une bande de rastaquouères qui rôde autour de la Bourse du Travail et qui offre des verres aux permanents. Un journalisme ouvrier pourri comme l'autre, qui vit dans le cloaque ordurier du Croissant. Des ivrognes et des viveurs qui corrigent la syntaxe défectueuse des gros fonctionnaires et qui font mousser leur discours de Congrès. Et la guerre va venir. Elle va nous surprendre au tournant de cette histoire, au moment où nous nous apprêtions à dénoncer nos tares et à étaler notre malaise. Nous allions à Grenoble dans cette intention.

Aurions-nous eu un Congrès capable d'un redressement réel? Le débat sur le fonctionnarisme était-il suffisant pour dissiper tous les nuages et ramener le Syndicalisme dans la voie du Syndicalisme? Non! Non, parce qu'il eût été un Congrès de chefs dont la mentalité n'était pas supérieure à celle des syndiqués. Non, parce que les syndiqués n'étaient pas capables d'imposer une attitude syndicaliste aux chefs.

Et par ailleurs, la masse des non-syndiqués était-elle loin des syndiqués? Pas si loin que cela. Chez les non-syndiqués, on savait ce que c'était que de profiter de l'action des autres. On savait bien que les gros salaires venaient de l'action syndicale. On profitait sans agir. On était le public des réunions publiques. On était la foule du Pré-Saint-Gervais. On était ceux qui disent du mal de la C. G. T. pour être bien avec le patron. Il faut aller chez les paysans pour trouver des ignorants du mouvement confédéral. Ailleurs, on sait. Si on ne va pas au Syndicat, c'est par intérêt. Si on a quitté le Syndicat, c'est par dégoût ou parce

que le Syndicat n'a rien su faire pour retenir ses membres. On est allé au Syndicat, parce qu'il pouvait servir momentanément à l'obtention d'un gros salaire. On a cessé d'y payer ses cotisations parce que, le gros salaire obtenu, le Syndicat ne servait plus à rien.

Des camarades disent : « On fait la révolution n'importe comment, pourvu que les circonstances s'y prêtent. Pas besoin pour cela d'un prolétariat fortement organisé, éclairé, instruit. Il suffit que le « sursaut de conscience » se produise au moment opportun. »

Je répondrai : Pour qu'une conscience ait un sursaut, encore faut-il qu'elle existe. Chez des peuples nouveaux, l'instinct est plus fort que tout le reste. Chez nous, les mauvaises habitudes, les erreurs, les corruptions ont étouffé l'instinct de classe. Se réveillera-t-il sur les montagnes de ruines accumulées par la guerre ? Il faut l'espérer et le croire. Je le crois et l'espère. En attendant, la guerre est venue ; elle nous étouffe depuis des années et il n'y a pas un « sursaut de conscience ». Disons pourquoi...

PREMIERES COMPROMISSIONS

Une parenthèse avant d'aborder ce chapitre. Au moment où j'écris, il semble que le vent souffle à l'union. Par charité humaine, des camarades sont enclins à l'oubli et au pardon. La peur des coups fait se rapprocher des extrêmes. Or, je raconte une histoire, et pour le bien de celle-ci, je ne dois pas me soucier des besoins de l'heure présente. Tant pis si la vérité ne peut s'affirmer qu'au préjudice de l'épiderme des individus.

C'est la semaine diplomatique, la semaine ténébreuse qui précède la mobilisation générale. Jouhaux et Dumoulin reviennent de Bruxelles, où ils ont assisté au Congrès de la Centrale syndicale belge. Ils y ont vu Legien pendant un quart d'heure dans un café. En province, dans les grands centres, on attend du Comité confédéral l'ordre de décréter la grève générale.

Le soir de la rentrée de Bruxelles, un avocat est venu au Comité confédéral dire que Messimy se propose de zigouiller les chefs de la C. G. T. et d'envoyer les « obscurs » dans des camps de concentration. Dès ce soir-là, on a peur, on tremble pour sa peau. Il ne convient pas que des ordres partent d'en haut. Les décisions des Congrès nationaux faisant se déclencher la grève générale dès l'ordre de mobilisation déchargaient le Comité confédéral d'une besogne de commandement. Seulement, elles le laissaient libre de ne rien faire ou de faire tout le contraire de ce qu'avaient dit les Congrès nationaux. Donc, le Comité confédéral reste silencieux vis-à-vis de la Province et il prend immédiatement et diplomatiquement position dans l'immense conflit qui va surgir. Nous sommes l'objet d'une erreur consécutive à notre ignorance et à notre imprévoyance : nous n'avons pas prévu la guerre par alliance et nous ignorons les traités conclus par les diplomates. Cependant, le Comité confédéral donne de son attitude une définition analogue à celles des gouvernements : en France, personne n'a voulu la guerre ; en France, nous avons tout fait pour éviter le conflit armé. Les gouvernants bâtiront toute leur doctrine guerrière sur ces deux formules ; les majoritaires de la C. G. T. construiront leur théorie sur les mêmes affirmations.

La première fois qu'il prend la parole, dans son premier manifeste, le Comité confédéral se range à l'avis officiellement exprimé. Il dit : « L'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire ». Ainsi le syndicalisme français s'engage dans la guerre avant que la mobilisation ne soit décrétée. Par là, il déclare connaître quelque chose à la diplomatie de la bourgeoisie internationale. Il n'a pas encore l'excuse de se dresser contre l'invasion de l'armée du Kaiser mais il donne aux travailleurs français l'occasion d'ajouter foi à la besogne occulte des diplomates. Le Comité confédéral ne s'inspire d'aucune décision des Congrès nationaux ; il ne tient aucun compte des résolutions de l'internationale. Il souscrit aux affirmations diplomatiques de l'heure présente et consacre une fois de plus son op-

portunisme de commande en présence de ce que son secrétaire appelle « les réalités présentes » et « les nécessités du moment ».

Le vendredi soir on assassine Jaurès ; Messimy n'a pas mis ses menaces à exécution. Le matin même on savait que les mesures du Carnet B ne seraient pas appliquées ; on savait qu'Almereyda était allé voir Malvy et on se doutait bien qu'il ne fut pas seul à arpenter les couloirs du ministère de l'Intérieur. Bref, dès le samedi matin, les chefs confédéraux qui fuyaient leur domicile la nuit, en conspirateurs, purent respirer librement et coucher chez eux ; le ciel avait une dernière éclaircie avant le sanglant orage et l'accord était fait entre le parti de la guerre et celui de la Paix. Ainsi on pouvait mobiliser à l'aise et galvaniser la pensée populaire par les formules devenues générales : *Nous n'avons pas voulu la guerre, nous sommes l'objet d'une agression.*

Le mardi, aux funérailles de Jaurès, le secrétaire confédéral prononce quelques bonnes paroles mais il se perd dans son discours. « Ceux qui vont défendre le sol national... dont je suis... », et dont il ne fut pas. Le lendemain, il connaît toutes les louanges de la presse bourgeoise et réactionnaire ; Barrès le félicite.

La faute tactique de V. Griffuelhes fut de croire à la chute de Paris et d'entraîner Jouhaux dans sa fuite à Bordeaux. Griffuelhes eut peur pour lui-même. Son ami Loiseau m'a affirmé qu'il craignait être emmené comme otage en Allemagne.

C'est bien triste ce voyage à Bordeaux. Il nous faudra y revenir pour mieux fixer ce événement. Aujourd'hui la Censure nous contraint à être poli. Là-bas nos chefs font les « journalistes » et prennent des airs de conventionnels. On s'engueule avec les gens de l'*Humanité* ; on se plaint à Sembat de ce que la *Bataille Syndicaliste* soit moins favorisée que le journal de Renaudel. On invente pour Jouhaux le coup du « Commissaire à la nation », qui échoue. Et c'est ce sacré voyage à Bordeaux et le truc du « Commissaire à la nation » qui marquent le réveil des premières consciences au Comité confédéral. Comme le

secrétaire confédéral est allé à Bordeaux sans mandat, quand il s'agit de l'approuver, au Comité confédéral, une minorité confédérale se dresse pour protester. C'est le réveil, c'est le ressaisissement de quelques-uns qui sauveront au moins l'honneur du syndicalisme de ce pays.

Entre temps, Jouhaux écrit un article pour rendre publique sa conversation avec Legien, à Bruxelles. En d'autres circonstances, jamais ces quelques mots échangés n'auraient fait l'objet d'un événement public. Mais il s'agissait de se donner de l'allure, d'apparaître comme important. Notre homme apparaissait ainsi comme quelqu'un qui était allé regarder l'Allemagne en face en la personne de Legien. Bien entendu, il ne dit pas qu'il a simplement bu une tasse de café avec le secrétaire de la Centrale Allemande. Il laisse s'établir la légende et, six mois après, le *Temps* écrira que cette entrevue a eu lieu en Allemagne. Jouhaux ne dément cette affirmation que contraint et forcé.

Il tente d'aller en Italie. Il m'écrit qu'il ira là-bas prêcher l'intervention. Le voyage rate. L'affaire se résume en une entrevue avec De Ambris, qui donne une interview que publient les grands journaux français. La bataille est engagée au sein du Comité confédéral entre majoritaires et minoritaires. La lutte conservera longtemps le caractère méchant et haineux parce qu'il s'agit de gens qui ont eu peur et qui ont toujours peur de la guerre. Le jusqu'auboutisme aura été la révélation la plus misérable et la plus grotesque de la guerre. Les jeunes ont voulu vieillir ; les boiteux, les borgnes, les manchots ont exagéré l'importance de la soustraction que la nature ou l'accident du travail ont opérée sur eux. Mais ils sont jusqu'auboutistes, guerriers. Jouhaux, qui a bonne santé tient son sursis d'appel. Bled, qui pourrait tenir un fusil, reste à la rue Grange-aux-Belles. A eux deux ils tiennent le Comité de Secours national. On ouvre des boutiques, on occupe du monde, on soulage des misères, on reçoit et on fréquente. L'Union Sacrée n'est pas qu'un symbole, elle est une chose solide, maté-

rielle et dont l'exploitation rapporte. Nos chefs, qui ont de grosses relations, rendent des services, de multiples services. Hélas ceux qui doivent à nos chefs n'auront plus rien à dire. Nos majoritaires ont leur carnet B, le carnet de la corruption. Il faudrait faire le tour des fédérations, fouiller les Bourses du Travail et les Unions de Syndicats pour voir tous les hommes, tous ceux qui ont été touchés par la grâce de la sacrée Union. Il faudrait voir non seulement les gros, mais les petits fonctionnaires du syndicalisme. Et ceux-là ont fait le bloc majoritaire dans les Conférences confédérales. Bloc solide, parce qu'il est la majorité des redevables. Parmi eux il y a des sincères, des patriotes, je le crois. Et puis, il y en a qui préfèrent sacrifier l'indépendance de leur esprit pour ne pas risquer leur vie ou leur petit bien-être. Et enfin, il y a les roublards, les fumistes et les tartarins. Il n'empêche que toute l'attitude confédérale pendant la guerre vient de là. La peur n'est ni syndicaliste, ni socialiste, ni autre chose en « iste », elle est humaine. A la C. G. T., on a eu peur de la guerre, on a eu peur de la répression, simplement parce que l'on est des hommes comme les autres.

***

En 1915, nos chefs vont à Londres. Désormais, notre secrétaire confédéral ne pensera plus que par Appleton, secrétaire de la General Federation des Syndicats anglais. Appleton est le guerrier anglais. Plus tard, on formera une trinité, la trinité Jouhaux-Appleton-Gompers. Gompers viendra quand l'Amérique décidera d'intervenir dans la guerre.

Nos chefs sont allés à Londres et ils ont refusé d'aller à Copenhague, à une réunion des syndicalistes des pays neutres. Merrheim et Bourderon, qui ont été les promoteurs du ressaisissement confédéral, sont allés à Londres également. Mais ils sont allés à Zimmerwald. Zimmerwald est pour eux le grand acte de courage et pour nous la belle lueur d'espérance. Nous avons compris Zimmerwald, qui nous a comblés de joie et qui a ravivé notre foi internationaliste. Nous

n'avons pas compris Londres, qui est resté pour nous une combinaison secondaire, une machine de guerre montée par Vandervelde, ministre d'Etat belge. Nous aurions voulu que nos amis n'aillent pas à Londres, malgré leur satisfaction d'avoir vu fonctionner la machine de Vandervelde et d'avoir influencé la résolution votée. Zimmerwald rachète largement le fait de s'être laissé emmener en Angleterre.

Je cesse cette poursuite des dirigeants du syndicalisme français. Au point où je les ai amenés, il n'est plus utile de leur emboîter le pas. Ils sont situés. Nos amis poursuivront leur besogne. Besogne difficile, pleine de périls et d'embûches. Ils ne seront pas nombreux, mais leur influence sera grande et elle sera féconde. Les autres, les majoritaires, iront toujours plus avant dans l'Union Sacrée et l'abdication. Léon Jouhaux et Alexandre Luquet visiteront la flotte anglaise. Notre secrétaire confédéral déjeunera chez nos patrons. Ils découvriront une politique ouvrière nouvelle et tout un assemblage démocratique pour river la classe ouvrière à l'ordre bourgeois régnant. Nous verrons cela dans nos conclusions. Par moments, ils ont des reculs, des revirements de conscience. La propagande et l'action minoritaire agissent sur leurs troupes, qui les obligent à reviser leur programme. Et puis, les temps changent, la guerre est longue. L'Union Sacrée est dans le marasme et les faveurs sont en péril. A Clermont-Ferrand on n'était plus les mêmes hommes qu'aux Conférences confédérales qui se sont tenues à Paris les années précédentes. Mais, ce qu'il faut retenir, ce qui importe par-dessus tout, bien qu'il y ait aujourd'hui rapprochement entre les hommes, c'est la position prise par chacune des deux tendances ; c'est l'attitude observée par nos amis. Il n'y a pas eu abdication complète, ni trahison totale. Des hommes, parmi les chefs ouvriers, sont restés droits, honnêtes et propres. Voilà l'important, l'essentiel et la meilleure preuve que l'avenir est encore à nous. L'ouragan du début avait désemparé le navire et mis l'équipage en déroute. Aujourd'hui, il y a un

fait pour empêcher la guerre avant qu'elle éclate. Ce qui compte cependant, c'est son attitude et celle de ses deux millions et demi de syndiqués, ce qui compte, c'est l'attitude des 300.000 syndiqués français et de l'ensemble des travailleurs de ce pays. Ce que nous voudrions aussi que définissent nos adversaires, c'est la zone d'influence syndicaliste antiguerrière, sa profondeur de pénétration dans la masse des non-syndiqués, le caractère de cette influence, les moyens de propagande employés, la possibilité de contrôler les résultats de l'action en général, sa valeur de contrepoids aux idées de revanche et au chauvinisme nationaliste.

Nous avons tout fait pour empêcher la guerre... Qui, Nous ? Nous et les autres ? Nous et le Gouvernement ? Nous et les bourgeois ? Nous et les patrons ? Ah non ! Pas cette équivoque, pas cette brèche ouverte au mensonge. à la dérobade et à la confusion. C'était bon au début, lors de la première secousse, quand l'esprit critique était mort et l'examen impossible. Nous, oui ; nous et les véritables socialistes ; nous et les anarchistes sérieux, mais pas les autres. J'en reviens donc à nos 300.000 syndiqués. Va-t-on prétendre que ces 300.000 parlaient, pensaient et agissaient au nom de tout le prolétariat français, de tous les paysans français, de tout le peuple français ? Personne n'osera produire cette affirmation. On fait franchement de la propagande antimilitariste dans une quarantaine de Bourses du travail. Ces quarante Bourses du travail servent également pour les séries de meetings d'agitation et de protestation. Elles servent également de dépôts pour les brochures et les tracts. Si les meetings touchent toujours les mêmes auditeurs, la propagande écrite pénètre plus avant, va jusqu'au non-syndiqué, jusqu'au paysan, jusqu'au sein même de la masse. Et si cela suffit pour prouver que nous avons tout fait contre la guerre avant la guerre, le simple mérite eût été d'en vérifier les résultats. Notre propagande antimilitariste, plus tapageuse que profonde, nous a trompés. Les succès, les applaudissements des meetings nous ont aveuglés.

Nous nous sommes trompés en nourrissant notre orgueil dans des congrès bruyants avec des motions boursouflées et pleines de suffisance. Nous avons cru que la masse était derrière ceux qui ne voulaient pas être moins révolutionnaires qu'Yvetot. Nous avons laissé croire que toute notre propagande écrite ne devait pas dépasser le *Manuel du soldat* et la brochure d'Aristide Briand. Nos grands manifestes servaient d'étendards à la grande politique confédérale. On agitait ces drapeaux pour conjurer le mal et effrayer les mauvais génies.

Oui, nous avions fait des antimilitaristes, des ennemis de la caserne et du gradé qui pouvaient mesurer leur force avec les retraites militaires de M. Millerand. Mais où était notre véritable propagande pacifique antiguerrière? Je vois bien les enquêtes de la *Guerre Sociale* qui n'aboutirent qu'à un peu plus de trouble et de confusion. J'entends bien la motion Vaillant-Keir-Hardie préconisant l'insurection contre la guerre. Je ne vois pas notre réelle action positive contre la guerre. La guerre... son caractère destructeur, ses ruines, ses misères, ses horreurs, ses morts, tout cela a été dit, redit, répété. Mais le fait même de la guerre, ses origines, ses buts, son esprit, son essence, ses causes déterminantes, sa vie puisée dans la vie des hommes organisés pour se battre. Je sais bien, il n'y a pas que le capitalisme impérialisé, il y a la caste, la raison d'Etat, l'esprit d'orgueil et de domination ; il y a les professionnels du surpatriotisme et du champ de bataille. Sur tout cela, notre syndicalisme a négligé d'instruire les travailleurs. Nous avons pensé qu'il suffisait de détester la caserne et d'avoir le gradé en horreur pour que la guerre ne vienne pas. Le prolétariat n'a pas la haine de l'état de choses qu'il subit parce qu'il ne le tient pas pour responsable de la guerre. L'Union sacrée a été possible parce que le capitalisme n'est pas encore reconnu coupable par la masse des exploités. Cette responsabilité, cette culpabilité n'ont pas été établies par nous d'une manière claire et suffisante. J'entends de pauvres bougres qui disent : « Il y aura toujours des guerres parce

qu'il y en a toujours eu ». Ils ignorent l'histoire des guerres du passé qu'ils identifient au présent comme à l'avenir. J'entends des savants affirmer « que les malheurs d'aujourd'hui sont encore indispensables pour conserver l'énergie et la force morale des hommes. Notre syndicalisme, notre internationalisme n'ont pas rassemblé autour de notre idéal la puissance d'espérance pour la société que nous voulons bâtir et dans laquelle il n'y aura plus de guerres. C'est ici notre faute capitale de n'avoir pas su donner aux hommes la certitude que ce que nous voulons fera disparaître ce qui existe. Bien mieux, nous avons laissé subsister cette erreur que l'impérialisme n'existe que dans les pays gouvernés par un empereur. Dans l'esprit de ceux que nous avons tenus dans l'ignorance, une république n'est pas impérialiste, les pays démocratiques ne sont pas impérialistes. L'impérialisme est le stade de développement atteint par le capitalisme dans tous les pays. Il est audacieux, téméraire, entreprenant, conquérant suivant son degré de puissance, ses moyens de production, son outillage, ses besoins, sa gourmandise. Il est timide, conservateur et simplement jaloux en raison de son infériorité, de son impuissance ; il se repose sur ses conquêtes suivant qu'il est repu et satisfait. Faible ou fort il porte dans ses flancs la guerre pour attaquer ou pour se défendre. Il est l'état de fait. l'état social et l'Etat tout court. Il est l'état et la vie des hommes qu'il entraîne à sa suite dans la haine et dans la folie. C'est ce que nous n'avons pas dit ni avant ni pendant la guerre. Nous avons été un grand parti d'opposition. Tant que nous avons conservé l'apparence de la force, on a cru en nous. Le jour où notre faiblesse a été démontrée, la déroute s'est affirmée dans la lamentable faillite.

On parle trop de courage tandis que le simple courage consiste à reconnaître la vérité telle que les faits nous l'ont apportée.

***

« A l'ordre de mobilisation, les travailleurs répondront par la grève générale et l'insurrection » (motion du Congrès). Hélas !

« Ils — les travailleurs — considéreront leur ordre d'appel comme une décision de se rendre à la Bourse du Travail pour y prendre des mesures en conséquences ». (Instructions complémentaires du Comité). Trois fois hélas !

Quels travailleurs ? Les 300.000 ? Ou bien tous les travailleurs, les paysans, les fonctionnaires, les employés ? Combien y en a-t-il qui peuvent se rendre à leur Bourse de travail ? Et combien y a-t-il de Bourses du travail pour les recevoir ? Que de fois je me suis posé ces questions ! Et, chaque fois, j'ai senti la vanité de nos motions de Congrès. Je sais bien, l'insurrection peut être le fait d'une minorité infime, un grand mouvement peut avoir des origines modestes, un incendie peut venir d'un petit feu qui couve sous la cendre, un pays peut sauter tout entier à la suite de petites explosions successives qui préludent à la déflagration générale. Ces espoirs pouvaient être réalisés sur les grands centres, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, etc. Mais, à ces grands centres, il fallait des ordres du centre plus grand du Comité directeur parisien. Assurément, il est permis de penser à cette conception hardie d'un mouvement de révolte. Il est permis de croire qu'une dizaine de foyers d'agitation pouvaient en élargir le cadre et en augmenter la portée.

Cependant, à la réflexion, je n'hésite pas à dire qu'il vaut mieux que les événements ne se soient pas produits. Je parle ici en syndicaliste qui ne détache pas sa pensée de l'organisation ouvrière et qui laisse aux personnalités isolées le droit d'avoir une autre opinion.

Ces ordres, le Comité confédéral ne devait pas les donner, ne pouvait pas les donner, n'aurait pas pu les donner. N'oublions pas la soudaineté de la guerre, la brutalité rapide des événements, la vertigineuse réalité des faits qui remplace la lumière du jour par les ténèbres de la nuit.

Les secrétaires de fédération d'industrie ne pouvaient pas donner l'ordre insurrectionnel aux Bourses du travail. Dans les 300.000, il y a le syndiqué qui

obéit à sa fédération et qui va à la Bourse du Travail. Lequel de ces deux syndiqués dans le même homme serait allé à la Bourse du Travail? Notre syndicalisme est ainsi construit. Et, dans ce dédoublement des personnalités ouvrières, je vois le marin sur son navire, le mineur au fond de sa mine, le cheminot sur sa locomotive, l'ouvrier de l'arsenal à son étau. Je vois tous les marins, tous les mineurs, tous les cheminots, tous les ouvriers des arsenaux, et, parmi eux, le petit nombre de syndiqués. Je vois, j'entends le secrétaire de leur fédération, leur délégué au Comité confédéral. On assassine Jaurès, et les cheminots ont déjà le brassard au bras, avec les insignes de leur grade et de leur autorité hiérarchique. Une loi pèse sur les épaules des inscrits maritimes, les mineurs ont, dans leur poche, des fascicules de sursis d'appel, les arsenaux escomptent des risques moindres. Il n'y a pas un prolétariat compact exposé aux mêmes conséquences de la catastrophe. On ne part pas tous du même point de vue pour apprécier le malheur et le subir. Autour de nous, la foule hurle déjà ses cris de mort et ses désirs d'aller là-bas prendre sa revanche. Elle impose silence à ceux qui ne font pas chorus avec elle. L'admirable manifestation des ouvriers parisiens est oubliée, enfouie dans le passé par la clameur folle qui grandit et étouffe tout.

Ici, une autre de nos erreurs, l'erreur de tous, même de ceux qui ont provoqué la guerre, l'erreur qui nous écrase par son inconcevable durée.

Trop tard pour que nous puissions apporter un avis contraire, on criait autour de nous : « La guerre sera courte, dans un mois nous aurons réglé l'affaire des Allemands ». De tous les coins du pays on est parti avec cette idée fausse, avec cet espoir fou que la guerre serait foudroyante, rapide. Nous aurions dû prévoir et dire que la guerre serait longue et pourquoi elle serait longue. Cette durée de la guerre aurait dû faire partie de notre programme d'éducation de la guerre. Le conflit russo-japonais, en inaugurant le système des tranchées de position, avait été un enseignement précieux à cet égard, et il avait procuré aux

techniciens de l'art l'occasion d'affirmer que les conflits futurs mesureraient leur durée au nombre des nations et des peuples engagés. A l'heure de la mobilisation, il était trop tard pour crier ces avertissements. Du reste, il aurait fallu s'expliquer et produire des arguments téméraires. La guerre ne pouvait pas être courte, du fait de l'action militaire de l'Entente ; elle le pouvait par l'écrasement rapide de la France par les armées du Kaiser, ce que personne n'admettait, pas plus nous que les autres. Or, même sans la Marne, même avec Paris aux Allemands, la guerre n'était pas morte ; elle s'organisait sur un autre théâtre avec le concours de tous ceux qui en ont alimenté le foyer avec leur portion de combustible. Nous aurions eu des interventions moins lentes et une fin plus proche au lieu du spectacle actuel qui nous montre un incendie toujours prêt à s'éteindre et qui se ranime par l'apport de nouveaux bûchers.

LA SOUMISSION

Nos syndiqués sont allés à la guerre, ils n'ont pas fait l'insurrection. Je les ai vus partir, nous sommes partis ensemble, nous avons pris la même rame de wagons à bestiaux qui nous conduisait vers l'endroit où l'on devait nous outiller en guerriers. Mon train ressemblait aux autres, il était identique à ceux qui nous précédaient et à ceux qui nous suivirent. Il était bondé du même monde d'ouvriers, de paysans, de commerçants, d'employés. Les chants, les cris, le vacarme étaient semblables dans toutes les gares et sur tous les réseaux ferrés. Partout où la craie avait pu trouver place, elle avait tracé des inscriptions uniques qui restent pour l'histoire : « En route pour Berlin ! », « La gueule à Guillaume ! », « Vive les gonzesses boches ! », j'en passe et non des moindres. Les cris et les chants procédaient des inscriptions indiquant dans quel état d'esprit la masse quittait ses foyers, ses intérêts, femme et enfants et tout ce qui constitue le prix de l'existence. Je ne reproche rien, je constate. Parmi ce monde, je souffrais. Mon silence était le

signe de désapprobation autant que la honte qui m'étouffait. A la Chapelle, un petit lieutenant de chasseurs à pied m'avait confié rapidement ses appréhensions. Il venait de se marier, de s'établir ; il perdait une situation et un avenir. Il ne chantait pas, il ne criait pas, il n'avait jamais été syndiqué. Dans mon wagon, nous étions trois silencieux. Les deux autres, deux frères, avaient quitté leur mère le matin ; ils y pensaient. Leur mise n'indiquait pas des ouvriers, ils ignoraient le Syndicat et détestaient la guerre. Les autres allaient à Berlin et buvaient du pinard. Il est bon de se souvenir que l'on allait à Berlin. Autant que le plus outrancier des chauvins, je suis l'ennemi des envahisseurs, mais, dans une action mauvaise, l'intention équivaut à l'acte, et je reste l'ennemi de tous les envahisseurs, même de ceux qui n'ont pas réussi à envahir.

Je ne sépare pas les hommes des autres hommes. Je veux être juste. Y avait-il des syndiqués dans mon wagon, dans mon train, dans les trains suivants et précédant le mien ? Oui, ils étaient là, noyés, perdus, pris dans le remous et animés par la contagion du concert belliqueux. Il y avait là d'autres silencieux, d'autres souffrants, faisant exception dans la cohue, ceux-là se reconnaîtront. Je les ai vus partir pour le champ de bataille, fleuris, enthousiastes, patriotes. A quel moment se sont-ils ressaisis ? Jusqu'où sont-ils allés pour comprendre nos erreurs communes et percer l'épaisseur des ténèbres. Nul ne saurait le dire. Exclus du monde des idées, nourris des lectures guerrières, il leur a fallu longtemps pour pouvoir réfléchir. Quand je les ai retrouvés à Verdun, ils en voulaient à tout le monde : aux journalistes, aux députés, aux socialistes, aux Parisiens, aux gendarmes, à ceux de l'arrière. L'impression la plus forte, la plus nette en eux était celle du bourrage de crâne, du mensonge, de l'exagération, de l'erreur. Nos syndiqués ? Ils savaient. Ils savaient que Thomas était ministre, que Jouhaux était bien de la maison, que l'Union sacrée régnait sur le pays avec le système D. Quelques-uns connaissaient Zimmerwald et percevaient faiblement

les échos de l'action minoritaire. On peut dire cependant que leur premier acte de ressaisissement fut l'application du système D. Camarades syndiqués, vous n'êtes pas exempts de reproches, mais vous méritez des excuses. Quand vous avez senti l'horreur de votre position, l'exemple des chefs embusqués et embusqueurs vous a engagés dans la voie du... démerdage. Tout le monde n'a pas pu se débrouiller ; il y en a quelques-uns qui n'ont pas voulu. Du reste, tous les syndiqués n'étaient pas à la guerre, il y avait les vieux, les non-mobilisables, dont l'opinion était plus ou moins centriste. Mais si j'évoque le système D, c'est parce que je sais qu'il a été pour nous comme pour tous les groupements procédant de l'Union sacrée un système de corruption et de maquignonnage. Les gens qui veulent faire la guerre avec le sang des autres se sont trouvés dans tous les milieux. Chez Thomas, il y avait le magasin de gros des faveurs dirigé par l'état-major coopératif. Et il n'y a pas que les métaux qui sont passés par là, il y a aussi les amis de la boulangerie, les garçons épiciers, sursitaires indispensables exerçant tous les métiers.

Eh oui ! la guerre est longue, elle a puisé en elle-même la durée de son existence et aussi dans la lâcheté morale de tous ses complices.

***

Le bloc des syndiqués s'est rompu. La mine, les chemins de fer, les usines métallurgiques, les postes et la marine marchande en ont absorbé la plus grande partie. Au front leur départ était salué, fêté, arrosé de pinard. On ne leur en voulait pas, on les enviait simplement. Je me souviens de ces réflexions rosses : « Quand vous serez là-bas, vous serez pour la guerre jusqu'au bout ! Vous direz : « On les aura » comme les autres. » En effet, ils ont tenu longtemps ; ils tiennent encore ; nous tenons.

Sont restés au front : les syndiqués de la terre, les typos, les employés, les chapeliers et tous ceux dont la profession n'autorisait pas une mobilisation à l'arrière.

Je prends ceux de l'arrière par profession et je les

classe suivant leur action particulière. Les mineurs sont sages, pondérés, modérés, modestes. Ils occupent une situation géographique défectueuse : les grosses régions houillères du Nord sont envahies ; il faut du charbon ; abattre du charbon, c'est travailler pour la défense nationale. Les mineurs envahis ont des vengeances à assouvir, de la haine à satisfaire. Les chefs de la corporation sont guerriers, majoritaires, revanchards. On se réveille très tard pour réclamer et obtenir des indemnités de vie chère. Ces derniers temps seulement on a rué dans les brancards dans la Loire et dans le Gard. Les mineurs sont venus dans les Syndicats se grouper. Ils sont venus nombreux pour manger, pour avoir des salaires élevés. Leur fédération nationale a grossi, doublé ses effectifs.

Evidemment, c'est une force qui pouvait s'exprimer autrement, si l'impulsion des chefs avait été différente. Mais la masse corporative est par elle-même lente à se mouvoir. Ce fut donc l'Union sacrée, sans grèves, sans agitation. Les questions d'indemnité de vie chère se réglèrent chez les ministres et les préfets.

Les cheminots sont des militaires. Eux aussi sont venus nombreux au Syndicat. Le Syndicat National, qui groupait les travailleurs de l'exploitation, a fait la fusion avec la Fédération des mécaniciens. Il y a eu de ce fait renforcement sensible en effectifs et en unité matérielle. Sur tous les réseaux, les mêmes besoins accrus ont poussé ces travailleurs vers la même action pour obtenir des indemnités de cherté de vie. Les mêmes causes ont abouti aux mêmes résultats chez les cheminots que chez les mineurs. Seulement, ici l'unité morale n'est pas réalisée. Chez les mineurs, l'opposition contre les chefs majoritaires est faible, imprécise, difficile. Chez les cheminots, Bidegaray trouve partout des adversaires sur sa route ; il en rencontre dans tous les Congrès de réseau où les minorités s'affirment nombreuses et audacieuses. Les esclaves du rail regimbent aussi bien contre les fleurs dont on les orne que contre les tortures qu'ils subissent. Les gouvernants ont rendu hommage à l'esprit de sacrifice de ces deux corporations. Elles ont connu

tous les éloges. La vérité, c'est qu'elles ont subi une double contrainte patronale et militaire qui s'aggrave aujourd'hui d'une poigne gouvernementale plus rude. Mineurs et cheminots ont souscrit à l'Union sacrée et c'est au moment où ils s'aperçoivent qu'ils en sont dupes et victimes qu'on leur impose silence par un renforcement de la discipline. Passons à d'autres ; aussi bien, tout ce que l'on croit établi solidement, tout ce que l'on croit réel n'est qu'illusion. On vit sur de l'hypocrisie, sur des rancœurs et des flots d'amertume. Le front qui absorbe tout le courage, toute la noblesse de sentiments, tout l'héroïsme est utilisé comme un moyen de contrainte par la plus forte punition. L'homme qui, avec raison, craint le front, préfère abandonner sa dignité, abdiquer ses libertés et subir. Ainsi on a vécu.

Si on pénètre du même coup d'œil la corporation des métaux, le jugement est moins facile. On ne se rend pas aussi bien compte. Du reste, on se heurte à toutes sortes de complexités qui entraînent l'esprit à des contestations diverses. On se trouve en présence d'un amalgame de faits dont chacun vaudrait un examen particulier. La métallurgie a été l'endroit béni du système D, le paradis des « tourneurs ». C'est un sujet sur lequel je ne veux pas insister, car il n'est pas avantageux pour ce pays. Je reste avec nos syndiqués. Ils furent pris dans le remous comme les autres et la fièvre du gain les avait brûlés, eux aussi. L'argent, les nouveaux riches, la femme à l'usine gagnant gros, l'état de célibat et l'absence de famille pour beaucoup ont créé un milieu anormal. Les Syndicats squelettiques du début ont vu arriver à flot des affamés avides. Il a fallu donner aliment à cette foule qui envahissait les Syndicats pour vivre et mieux vivre. Dans ce mélange d'hommes et de femmes affûtant l'acier, des besoins nouveaux se sont créés en même temps que les moyens de consommation diminuaient. Réagir ne fut pas facile. Bordereaux des salaires, délégués d'atelier et la science d'Albert Thomas ne sont pas parvenus à régler cette situation et à donner au domaine du métal un caractère de solidité

et de clarté. Là encore, on vit du creux, sur du vide, sur un avenir menaçant.

Il faut avouer qu'il fut impossible aux militants d'échapper aux besoins corporatifs. Et puis, il n'y avait pas que les gros salaires ; dans certaines usines, on ne payait pas, certaines catégories d'ouvriers n'étaient pas payées ; l'hygiène, la sécurité, le travail des femmes et des enfants préoccupaient les Syndicats.

Mais quelque chose qui ne tient pas s'use vite. On sent bien que l'on ne pourra pas toujours fabriquer des munitions, et s'il existe une mentalité de munitionnaire, elle n'est que provisoire, passagère et accidentelle. En traversant des périodes diverses à la suite de différents mouvements et du contact syndical, on est parvenu à être dégoûté de produire de quoi faire la guerre. Le mineur n'a pas cessé de faire le même charbon et il sent moins son rôle de guerrier. Et dans tout ce monde de sursitaires, il n'y a vraiment que le métallurgiste pour s'apercevoir que son métier est tout entier à la guerre.

Le gros recrutement syndical en métallurgie provient des mêmes raisons qui ont poussé mineurs et cheminots vers l'organisation corporative. La fédération des métaux connaît un chiffre d'adhérents qui n'avait jamais été atteint par elle. Et si toutes les fédérations nationales avaient pu bénéficier des mêmes privilèges, nous serions loin des 300.000, car nous atteindrions aujourd'hui le million de syndiqués. Mais il y a eu des morts et le bénéfice réalisé n'est pas grand. Constatons donc que les idées minoritaires de la fédération des métaux n'ont pas empêché le recrutement syndical. Là aussi, on est venu pour manger. Mais une fois qu'on y est, les idées viennent, on les reçoit et elles pénètrent l'esprit de la corporation. A part quelques exceptions rares, tous les militants des syndicats devinrent minoritaires. Tous les syndicats, hormis quelques-uns, devinrent minoritaires. On s'y expliqua sur tout, sur tout le problème guerrier, sur Zimmerwald, sur la révolution russe. On apprit de quoi était faite la trahison des majoritaires et la ma-

nière dont ils pratiquaient l'absolutisme au Comité confédéral. Ailleurs, on ne savait rien, ici on fut au courant de tout. Plus tard, nous pénétrerons l'intimité de ces choses, car nous nous gardons aujourd'hui contre l'excessive curiosité. Les gens qui savent iront jusqu'à l'action. A la guerre, ils ont opposé la Paix. Leur caractère a pris un caractère qu'aucune raison d'opportunité ne pouvait modifier. Ici, l'impatience est en bas ; chez ceux qui ont su, après, longtemps après ; l'opportunisme est en haut, chez ceux qui savaient d'avance. On se heurte dans ces deux conceptions. C'est dommage que les choses les plus intéressantes à dire doivent être tues momentanément, car nous nous serions permis ici de parler du Congrès minoritaire de Saint-Etienne, des grèves qui l'ont pour ainsi dire accompagné et des résultats malheureux auxquels nous aboutissons. Enregistrons ces événements comme la conséquence du mouvement des idées minoritaires. Heureux dans notre action, nous aurions trouvé partout des encouragements et des éloges. Assumons simplement la charge de nous défendre sans rien regretter ni renier.

Nous approchons ainsi de notre conclusion. Nous laisserons le monde des sursitaires pour revenir à l'ensemble du mouvement. Marins, postiers et autres services publics nous les laisserons aussi. Nous sommes trop mal renseignés pour porter d'autres jugements. Il y a des minoritaires dans les postes, il y en a chez les inscrits maritimes comme il y en a partout. C'est aux chefs qu'il faut s'en prendre, c'est eux qu'il faut attaquer de front comme les responsables de la valeur morale de leurs troupes. Les Bidegaray, Bartuel, Rivelli, Reaud, Savoie et d'autres doivent nous donner leur bilan moral. Nous leur reprochons d'avoir vécu trop au-dessus et trop en dehors de leur classe. Il y a parmi eux des exceptions, mais sur les autres nous avons le douloureux avantage d'avoir suivi la classe ouvrière aux endroits où elle a souffert et où elle souffre toujours. Je l'ai connue aux heures sombres des bombardements, je partage ses souffrances au fond de la mine, dans ce pays d'usine où se dressent les

canons et s'outille la guerre. « Taisez-vous ! » nous a-t-on dit. « Travaillez ! Obéissez ! » Nous nous taisons, nous obéissons, nous travaillons. C'est à peine si nous osons percer ce silence commandé et recommandé de ces quelques lignes humbles et timides. Et tout ce que nous venons de dire, c'est le passé, c'est ce qui fut avant et pendant la guerre. Pour l'avenir on a, paraît-il, fait de merveilleuses découvertes et on nous invite audacieusement, en pleine période de destruction et de ruines accumulées, à un travail de reconstruction économique et de réorganisation ouvrière. Disons notre pensée.

ESPERONS, TRAVAILLONS, AGISSONS

J'ai suffisamment indiqué que j'étais partisan de la revision des méthodes d'action et d'éducation du syndicalisme. Je maintiens la condamnation de la politique confédérale d'avant-guerre, faite de bruit et d'impuissance. Je me déclare d'accord avec ceux qui veulent introduire de l'ordre dans notre administration syndicale : de l'ordre dans les syndicats, dans les Unions départementales, les Bourses du travail, les Fédérations, la Confédération. De l'ordre par le classement réel des syndiqués, de la force acquise par une augmentation des moyens sur des cotisations renforcées. Si ces principes d'ordre sont admis et, appliqués dans la pratique syndicaliste, l'angoissante question de la fuite des effectifs sera en grande partie résolue.

Je me déclare d'accord avec ceux qui veulent faire des militants sérieux, instruits, capables de faire de la propagande. Je n'avale pas du premier coup l'idée d'une sorte d'académie syndicale pour fabriquer des pédants ou des pontifes. Je suis averti que parmi nos prédécesseurs il s'est trouvé des ennemis du savoir, parce que l'ignorance des autres constituait leur brevet de science. Je demande que la question soit posée et étudiée d'abord. Là encore, il faut de l'ordre. Quand on est allé en Angleterre, on ne s'est pas borné, je

l'espère, à admirer la flotte anglaise et l'éloquence guerrière du citoyen Appleton, on a dû voir comment les Anglais produisaient des militants, ce qu'étaient leurs écoles, leur Central-College et leur degré de savoir. Non, il ne suffit pas d'être expert en matière financière et en bilans patronaux pour être un excellent militant syndicaliste. Il faut savoir cela et autre chose, voire beaucoup de choses plus simples. Des hommes et de l'ordre ; une administration et des moyens ; des locaux pour administrer, des salles pour se réunir ; des bibliothèques et des livres. Un syndicalisme d'ordre, possédant des hommes, des moyens et des effectifs, ne m'effraye pas par son poids. Nous ne pouvons plus revenir aux temps où la qualité était préférée à la quantité. Tous ceux que la guerre a poussés au syndicat doivent être conservés en les plaçant dans l'impossibilité de retourner à l'égoïsme et au dégoût. Je voudrais qu'au moins les minoritaires se mettent d'accord sur ces deux points. Nos adversaires croient précisément qu'ils ont découvert quelque chose, ne leur laissons pas le monopole de poser aux hommes d'ordre pour nous attribuer tout le fardeau du verbalisme. Autant qu'eux, plus qu'eux, il faut nous montrer éducateurs, administrateurs et organisateurs.

Par ailleurs, il nous faut veiller et combattre. Combattre avec passion, avec acharnement, car c'est ici que les dangers vont naître. Pour moi, l'ordre, l'administration, les effectifs, les hommes, les livres, le savoir ne sont rien si la vie du syndicalisme ne repose pas sur les deux sentiments qui donnent aux idées des hommes la valeur d'un idéal : *la haine et la foi.* La haine de ce qui doit être détruit et la foi pour ce qui doit être construit. Sans cela la machine serait pesante, insupportable et devrait être considérée par nous comme l'un des rouages du régime que nous voulons détruire. Or, c'est présentement la mise en péril du syndicalisme, tel qu'il a été formulé dans ce pays et tel qu'il entend s'exprimer dans l'internationale ouvrière. C'est la grande et merveilleuse découverte des majoritaires. On veut nous entraîner vers

une politique ouvrière nouvelle. Ne les suivons pas, combattons-les. La guerre a révélé l'impuissance de l'impérialisme économique de ce pays ; elle a montré de combien, au point de vue industriel, il était inférieur à l'impérialisme des autres pays. Le cri d'alarme a été poussé par des hommes de toutes les classes et de tous les partis. Mettre en valeur les richesses du pays, modifier l'outillage, construire des usines, ouvrir des mines, chercher des débouchés d'écoulement pour les produits et se procurer des matières premières. Provoquer des ententes capitalistes, réformer le système bancaire, changer des lois industrielles comme celle de 1810 sur les mines, aller jusqu'au système allemand des cartels, atteindre au niveau des trusts américains, faire une république industrielle ayant force d'argent. Prenons garde, amis minoritaires ! On va essayer de nous dresser contre ce vaste programme pour nous situer parmi les adversaires du progrès et de l'évolution. Ne laissons pas se créer cette équivoque. N'acceptons pas cette évolution comme une suite fataliste des faits, disons-la nécessaire pour le but que nous poursuivons. Affirmons très haut que les cheminots pourront s'emparer des chemins de fer, que les mineurs pourront prendre la mine, les postiers les postes et tout le prolétariat l'ensemble des moyens de production, sans subordonner l'émancipation du travail au développement total du capitalisme. On veut enchaîner le syndicalisme au capitalisme ; que nous fassions partie de l'impérialisme économique. Notre impérialisme ouvrier atteindrait ainsi à la barbarie industrielle. Une formidable production pour accroître la consommation. Des bras taylorisés et des ventres germanisés. Notre pensée, nos instincts de classe sont en péril. Je prends cette lointaine remarque du docteur Nicolaï : pour que les Romains, peuple aristocrate, soient parvenus au savoir et à la supériorité morale, ils ont dû faire travailler pour eux d'autres peuples d'esclaves. Méfions-nous de l'esclavage moderne. Dans un monde comme le nôtre, l'impérialisme ouvrier se doublerait de l'im-

périalisme des individus : il se triplerait de l'impérialisme des consommateurs insatiables.

A l'aide de prétextes accidentels, la lutte de classe est battue en brèche. Dans les tranchées, on s'est rencontré avec des patrons, dans les usines on a « tourné » avec des riches, des notaires et des banquiers. Des syndicalistes fatigués ont pris usine à leur compte et des commandites ouvrières ont fleuri sur la ferraille. Le nombre des conditions moyennes, l'importance de la classe tampon, la paysannerie et la petite industrie ont ouvert des horizons à l'entente des classes. N'acceptons pas cette déformation, cette déviation. Pour nous, la classe que nous combattons n'est pas représentée par le modeste patron boulanger qui pétrit au fond d'une cave avec ses deux commis, c'est le régime que nous combattons, l'organisation capitaliste produit d'une classe ; un état social qui réduit le travail à l'esclavage pour le conduire à la barbarie en passant par des guerres. C'est à lui qu'il ne faut pas laisser enchaîner le syndicalisme. Ce régime de classe n'a rien modifié, rien changé, il s'appuie toujours sur les mêmes forces d'autorité et de domination. L'Etat, l'Eglise, le sabre, les prisons forment toujours ses piliers d'erreur et de contrainte. Ecartons-nous de lui et ne nous laissons pas attacher par les maillons dorés de sa chaîne. Sa chaîne est prête : participation aux bénéfices, pénétration dans les conseils patronaux, associations mixtes pour études industrielles, conférences, cours, écoles professionnelles, etc. Une fois enchaînés, les meilleurs des nôtres y abdiqueront leur pensée et notre idéal. Amis minoritaires, arrachons-nous de cette étreinte et laissons les autres s'embarquer dans le concubinage. Sur ce nouveau chemin de Damas, ils y rencontreront Samuel Gompers, Karl Legien et Ben Tillet en compagnie des hommes d'affaires de la bourgeoisie internationale. Nous irons vers les travailleurs de tous les pays pour rebâtir l'Internationale ouvrière.

G. Dumoulin.

Roche-la-Molière, juin 1918.

Lire et faire circuler :

COLLECTION « LES BONNES FEUILLES »

I. *Aux Peuples assassinés*, R. ROLLAND.
II. *Déclarations aux Conseils de guerre*, BÉRANGER.
III. *Propos antimilitaristes*, TOLSTOÏ.
IV. *La Révolte des Esclaves*, GORKI.
V. *La Grève générale et la Révolution*, BRIAND.
VI. *Pour la Russie*, MARTINET.
VII. *Parabole du Réservoir d'Eau*, E. BELLAMY.

CONDITIONS DE VENTE

1 exemp.	: 0 10 ;	franco :	0 15
25	—	.....	2 50
50	—	.....	4 75
100	—	.....	9 »
1.000	—	.....	80 »

LA VIE OUVRIERE
Hebdomadaire Syndicaliste Révolutionnaire

Le N° : 0 fr. 20. — Abonn. 6 mois : 5 fr. ; Un an : 10 fr.
Extérieur : — — 6 fr. ; — 12 fr.
Réd.-Adm. : 144, rue Pelleport, Paris (XXe).

LES CAHIERS DU TRAVAIL
paraissant tous les quinze jours

La série de 12 Cahiers : 12 fr. — Extérieur : 15 fr.
Réd.-Adm. : 144, rue Pelleport, Paris (XXe).

LA BIBLIOTHEQUE DU TRAVAIL
Editions : 144, rue Pelleport, Paris (XXe).

Prêt à domicile : 96, quai Jemmapes, Paris (Xe).

LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL
Editions des C. S. R.
Collection les « Bonnes Feuilles »
Procure tous livres et brochures.
Fournit Ouvrages reliés
pour Bibliothèques d'Organisations.
Un Catalogue général est en préparation.

Imp. Spéciale de la Librairie du Travail